

LES PRIX ET LES SALAIRES ET LA LUTTE CONTRE
L'INFLATION

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire qui fait suite à celle du député d'Annapolis Valley. Le gouvernement envisage-t-il d'établir une politique des prix et des salaires prévoyant des peines pour les infractions afin de juguler l'inflation qui, au cours des huit premiers mois de l'année, a augmenté à un taux annuel de 6 p. 100, et si oui, quand le gouvernement annoncera-t-il cette politique?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, comme d'habitude, je n'accepte pas la statistique avancée par le député, mais s'il veut bien vérifier, il se rendra compte que, depuis quelque temps, nous répondons à la Chambre que c'est là une mesure à l'étude. Naturellement, nous ne l'annoncerions qu'une fois la décision prise par le gouvernement.

L'hon. M. Hees: Monsieur l'Orateur, si le premier ministre veut bien vérifier auprès de Statistique Canada, il constatera que mes chiffres sont exacts.

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. L'honorable représentant a-t-il une question supplémentaire à poser?

L'hon. M. Hees: Oui. Étant donné l'accélération à un rythme inquiétant de l'inflation, combien de temps le gouvernement entend-il persister dans son inaction comme si de rien n'était?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. La question est, bien sûr, litigieuse. La présidence donnera la parole au député de Gander-Twillingate et ensuite au député de Greenwood qui abordera un autre sujet. La Chambre reviendra éventuellement à celui-ci après qu'un certain nombre d'autres questions auront été posées.

LE GOUVERNEMENT ET LES CHÔMEURS DE MOINS DE 25
ANS—LA TAXE SUR LES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION
ET LA STIMULATION DU BÂTIMENT

M. John Lundrigan (Gander-Twillingate): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre. Ayant persisté à affirmer jeudi et aujourd'hui encore qu'il ne se tient pas pour battu dans son effort pour créer des emplois, du fait qu'il y a moins de chômeurs dans le groupe d'âge des plus de 25 ans, le gouvernement prétend-il que les chômeurs de moins de 25 ans aient moins d'importance que ceux de plus de 25, et le programme gouvernemental comportera-t-il des politiques correspondant à cette façon de voir?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, la réponse à la première partie de la question est non. En ce qui concerne la seconde partie, le député verra les déclarations qui pourraient être formulées.

M. Lundrigan: Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire. Le ministre des Finances pourrait-il indiquer à la Chambre s'il a reçu des instances de M. Harold G. Shipp, président de l'Association canadienne du logement et de l'urbanisme, signalant que le coût des logements augmentera de façon très marquée au cours du dernier trimestre de 1971 et demandant si le ministre n'acceptera pas la proposition positive d'une réévaluation de la taxe de vente de 11 p. 100 sur les matériaux de construction et les impôts connexes sur les logements pour essayer de stimuler les affaires dans ce domaine particulier?

[M. l'Orateur.]

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, d'après les prévisions que j'ai vues, cette année sera la meilleure qu'on ait jamais vue du point de vue de la construction d'habitations au Canada, car elles indiquent 225,000 mises en chantier.

* * *

LES COMMUNICATIONS

LA FERMETURE DU «TELEGRAM»—L'OPPORTUNITÉ
D'UNE RENCONTRE ENTRE LE PREMIER MINISTRE, LE
CHEF DU GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO ET L'ÉDITEUR

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Vu le bouleversement économique que provoquera la disparition du *Telegram* de Toronto et vu la nécessité de préserver la concurrence dans les régions métropolitaines du Canada, le premier ministre entrera-t-il en contact avec le premier ministre de l'Ontario et avec l'éditeur du journal afin d'aviser aux moyens de maintenir le journal en activité?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, la fermeture du *Telegram* est évidemment un sujet d'inquiétude pour ceux qui s'intéressent au maintien de la politique d'une presse libre et forte au Canada, mais je ne crois pas pouvoir donner suite à la suggestion du député, car l'éditeur lui-même s'est dit contre toute forme d'intervention gouvernementale.

M. Brewin: Alors que les employés du *Telegram* de Toronto sont prêts à assurer la parution du journal, le premier ministre serait-il disposé, au cas où cette proposition ne pourrait être retenue, à suggérer au propriétaire de cet organe d'attendre pour fermer boutique que des efforts soient entrepris en vue de poursuivre la publication du journal sur la base d'une coopérative regroupant ses employés et ses lecteurs?

Le très hon. M. Trudeau: Voilà une question différente. S'il devenait nécessaire que je serve d'intermédiaire entre les employés et l'employeur et si l'on me fait confiance, je ne vois pas pourquoi je ne donnerais pas suite à cette demande, mais jusqu'ici aucune demande de ce genre ne m'a été adressée par les employés et je pense que ceux-ci sont parfaitement en mesure d'agir par eux-mêmes.

LA FERMETURE DU «TELEGRAM»—LES RUMEURS
D'INFRACTION À LA LOI RELATIVE AUX ENQUÊTES SUR
LES COALITIONS

M. John Gilbert (Broadview): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations. M. Robert Pryor, président du Council of Toronto Newspaper Unions, a-t-il adressé au ministre ou à ses fonctionnaires supérieurs un télégramme alléguant que la vente des avoirs du *Telegram* de Toronto constituait une violation de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions ou de la loi sur les pratiques restrictives du commerce; si tel est le cas, le ministre et ses fonctionnaires supérieurs se proposent-ils d'instituer une enquête sur cette affaire?

• (2.40 p.m.)

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, le télégramme que j'ai reçu était adressé à mon collègue, le ministre des Affaires extérieures, qui, en bon député de Toronto, me l'a